

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 2038 (2007 — 1709) [2007/09452]

**9 MAI 2006. — Loi modifiant l'article 145 du Code civil
Errata**

Au *Moniteur belge* du 30 avril 2007, p. 22968, il y a lieu de lire :

— « 9 mai 2006. - Loi modifiant l'article 145 du Code civil » au lieu de « 8 mai 2006. - Loi modifiant l'article 145 du Code civil ».

— « Donné à Bruxelles, le 9 mai 2006 » au lieu de « Donné à Bruxelles, le 8 mai 2006 ».

— Dans le texte néerlandais de de la note, « Parlementaire stukken : ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 51-2254/1 » au lieu de « Parlementaire stukken : ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 2254/1 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 2038 (2007 — 1709) [2007/09452]

**9 MEI 2006. — Wet tot wijziging van artikel 145
van het Burgerlijk Wetboek. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2007, bl. 22968, moet worden gelezen :

— « 9 mei 2006. - Wet tot wijziging van artikel 145 van het Burgerlijk Wetboek » in plaats van « 8 mei 2006. - Wet tot wijziging van artikel 145 van het Burgerlijk Wetboek ».

— « Gegeven te Brussel, 9 mei 2006 » in plaats van « Gegeven te Brussel, 8 mei 2006 ».

— In de Nederlandse tekst van de nota, « Parlementaire stukken : ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 51-2254/1. » in plaats van « Parlementaire stukken : ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 2254/1. »

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 2039 (2007 — 1709) [2007/09453]

**9 MAI 2006. — Loi modifiant l'article 145 du Code civil
Erratum**

Dans le sommaire du *Moniteur belge* du lundi 30 avril 2007, p. 22963, il y a lieu de lire :

« 9 mai 2006. — Loi modifiant l'article 145 du Code civil » au lieu de « 8 mai 2006. — Loi modifiant l'article 145 du Code civil ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 2039 (2007 — 1709) [2007/09453]

**9 MEI 2006. — Wet tot wijziging van artikel 145
van het Burgerlijk Wetboek. — Erratum**

In de inhoud van het *Belgisch Staatsblad* van maandag 30 april 2007, bl. 22963, moet worden gelezen :

« 9 mei 2006. — Wet tot wijziging van artikel 145 van het Burgerlijk Wetboek » in plaats van « 8 mei 2006. — Wet tot wijziging van artikel 145 van het Burgerlijk Wetboek ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 2040 [C - 2007/11219]

**27 AVRIL 2007. — Arrêté royal déterminant les critères de fonction-
nement et les modalités de contrôle du fonctionnement des
organismes intervenants**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services, notamment l'article 10bis, inséré par la loi du 25 avril 2007 et l'article 14, modifié par les lois du 4 avril 2001 et du 18 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 2007 chargeant de missions supplémentaires la Commission de la Sécurité des Consommateurs, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis 42.852/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les formalités, prescrites par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998, ont été accomplies;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services;

2^o manquement ayant un impact sur la sécurité : manquement qui entraîne un risque incompatible avec le service ou l'utilisation du produit et jugé inacceptable compte tenu d'un niveau de protection élevé pour la santé et la sécurité des personnes;

3^o manquement ayant un impact important sur la sécurité : manquement ayant un impact sur la sécurité qui requiert une intervention rapide des pouvoirs publics, en tenant compte également de risques dont les conséquences ne se manifestent pas immédiatement;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 2040 [C - 2007/11219]

**27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit ter bepaling van werkingscri-
teria en de modaliteiten van de controle op de werking van
tussenkomende organismen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten, inzonderheid op artikel 10bis, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 en op artikel 14, gewijzigd bij de wetten van 4 april 2001 en 18 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot toekenning van bijkomende opdrachten aan de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies 42.852/1 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat werd voldaan aan de formaliteiten bepaald in de Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, gewijzigd bij de Richtlijn 98/48/EG van 20 juli 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten;

2^o tekortkoming met een impact op de veiligheid : tekortkoming die aanleiding geeft tot een risico dat niet verenigbaar is met de dienstverlening of het gebruik van het product en dat niet aanvaardbaar wordt geacht vanuit een hoog beschermingsniveau voor de gezondheid en de veiligheid van personen;

3^o tekortkoming met een ernstige impact op veiligheid : tekortkoming met een impact op de veiligheid die snel ingrijpen van de overheid vereist, waarbij men ook rekening houdt met risico's waarvan de gevolgen zich niet onmiddellijk voordoen;

4° manquement sans impact significatif sur la sécurité : tout manquement autre que ceux visés aux 2^o et 3^o;

5° le ministre : le Ministre qui a la Protection de la sécurité des consommateurs dans ses attributions;

6° le délégué du ministre : le délégué désigné en exécution de l'article 6 de la loi.

Art. 2. § 1^{er}. Les organismes intervenants effectuent les contrôles avec le plus haut degré d'intégrité professionnelle et de compétence technique.

§ 2. Les organismes intervenants sont également tenus de respecter les obligations suivantes :

1° participer à la concertation sectorielle qui sera organisée, le cas échéant, afin de coordonner les activités des organismes intervenants;

2° suivre les instructions qui leur sont données par le ministre ou son délégué en ce qui concerne leurs activités en tant qu'organisme intervenant;

3° procurer, à la demande du ministre ou de son délégué, toute information relative aux activités et au fonctionnement de l'organisme.

Art. 3. Lorsqu'un manquement sans impact significatif sur la sécurité est constaté dans le chef d'un organisme intervenant, le ministre ou son délégué peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :

1° envoyer un avertissement à l'organisme intervenant et ordonner à celui-ci d'effectuer les contrôles conformément à la réglementation en vigueur;

2° ordonner à l'organisme intervenant d'établir ou de faire établir un plan d'amélioration, y compris un plan de formation, afin de remédier aux manquements constatés.

Art. 4. Lorsqu'un manquement avec un impact sur la sécurité a été constaté dans le chef d'un organisme intervenant, le ministre ou son délégué peut, outre les mesures mentionnées à l'article 3, ordonner à l'organisme intervenant de refaire, à ses propres frais, une série de contrôles et/ou d'analyses des risques dans le domaine où le manquement a été constaté, et d'en communiquer les résultats au ministre ou à son délégué.

En outre, le ministre ou son délégué peut ordonner à l'organisme intervenant d'envoyer un courrier aux clients chez qui, conformément à l'alinéa premier, un contrôle ou une analyse des risques est refait, en utilisant au moins les termes suivants :

« En raison d'un manquement constaté par les pouvoirs publics, notre firme a reçu l'ordre de refaire un certain nombre de contrôles et/ou d'analyses des risques. Le contrôle et/ou l'analyse des risques que nous avons effectué(e/s) pour vous s'inscrit dans ce cadre. Ce nouveau contrôle et/ou analyse des risques sera effectué à nos propres frais. »

Art. 5. Lorsqu'un manquement avec un impact important sur la sécurité est constaté dans le chef d'un organisme intervenant, le ministre ou son délégué peut, outre les mesures mentionnées aux articles 3 et 4, ordonner également à l'organisme intervenant de faire refaire, à ses propres frais, par un autre organisme intervenant indépendant, une série de contrôles et/ou d'analyses des risques dans le domaine où le manquement a été constaté, et d'en communiquer les résultats au ministre ou à son délégué.

En outre, le ministre ou son délégué peut ordonner à l'organisme intervenant -dans le chef duquel un manquement tel que visé à l'alinéa premier, a été constaté- d'envoyer un courrier aux clients chez qui, conformément à l'alinéa premier, un contrôle ou une analyse des risques est refait(e), en utilisant au moins les termes suivants :

« En raison d'un manquement constaté par les pouvoirs publics, notre firme a reçu l'ordre de faire refaire un certain nombre de contrôles et/ou d'analyses des risques par un autre organisme indépendant. Le contrôle et/ou l'analyse des risques que nous avons effectué(e/s) pour vous s'inscrit dans ce cadre. Le nouveau contrôle et/ou analyse des risques sera effectué à nos propres frais. »

Art. 6. Le ministre ou son délégué détermine, au cas par cas, un délai raisonnable dans lequel l'organisme intervenant doit donner suite aux mesures prises en exécution des articles 3, 4 et 5.

Ce délai ne peut excéder les trois mois.

4° tekortkoming zonder noemenswaardige impact op de veiligheid : elke andere tekortkoming dan de tekortkomingen bedoeld in 2^o en 3^o;

5° de minister : de Minister tot wiens Bevoegdheden de bescherming van de veiligheid van de consumenten behoort;

6° de gemachtigde van de minister : de gemachtigde zoals aangeduid in uitvoering van artikel 6 van de wet.

Art. 2. § 1. De tussenkomende organismen voeren de controles uit met de grootste mate van beroepsintegriteit en technische bekwaamheid.

§ 2. Tevens zijn de tussenkomende organismen ertoe gehouden volgende verplichtingen na te leven :

1° deelnemen aan sectorieel overleg dat in voorkomend geval wordt georganiseerd ter coördinatie van de activiteiten van de tussenkomende organismen;

2° naleven van de instructies welke hen door de minister of zijn gemachtigde worden gegeven met betrekking tot hun activiteiten als tussenkomend organisme;

3° het op aanvraag van de minister of zijn gemachtigde verstrekken van iedere informatie die betrekking heeft op de activiteiten en de werking van het organisme.

Art. 3. Wanneer bij een tussenkomend organisme een tekortkoming zonder noemenswaardige impact op de veiligheid wordt vastgesteld, kan de minister of zijn gemachtigde één of meerdere van de volgende maatregelen nemen :

1° aan het tussenkomend organisme een waarschuwing richten en het organisme gelasten de controle overeenkomstig de van kracht zijnde reglementering uit te voeren;

2° het tussenkomend organisme gelasten een verbeterplan op te stellen of te laten opstellen inclusief een opleidingsplan, om de vastgestelde tekortkomingen weg te werken.

Art. 4. Wanneer bij een tussenkomend organisme een tekortkoming met een impact op de veiligheid wordt vastgesteld, kan de minister of zijn gemachtigde, naast de maatregelen vermeld in artikel 3, het tussenkomend organisme gelasten een aantal controles en/of risicoanalyses in het domein waar de tekortkoming werd vastgesteld over te doen op eigen kosten, en de resultaten daarvan te bezorgen aan de minister of zijn gemachtigde.

Bijkomend kan de minister of zijn gemachtigde het tussenkomend organisme gelasten een schrijven te versturen naar de klanten bij wie, overeenkomstig het eerste lid, een controle of risicoanalyse wordt overgedaan, waarbij minstens de volgende tekst wordt gebruikt :

«Wegens een tekortkoming vastgesteld door de overheid heeft onze firma de opdracht gekregen om een aantal controles en/of risicoanalyses over te doen. De controle en/of risicoanalyse die wij voor u verricht hebben valt hieronder. Wij zullen deze nieuwe controle en/of risicoanalyse verrichten op eigen kosten. »

Art. 5. Wanneer bij een tussenkomend organisme een tekortkoming met een ernstige impact op de veiligheid wordt vastgesteld, kan de minister of zijn gemachtigde, naast de maatregelen vermeld in de artikelen 3 en 4, tevens het tussenkomend organisme gelasten om, op eigen kosten, een aantal controles en/of risicoanalyses in het betreffende domein waar de tekortkoming werd vastgesteld te laten overdoen door een ander onafhankelijk tussenkomend organisme, en de resultaten daarvan te bezorgen aan de minister of zijn gemachtigde.

Bijkomend kan de minister of zijn gemachtigde het tussenkomend organisme -waarvoor een tekortkoming zoals bedoeld in het eerste lid werd vastgesteld- gelasten een schrijven te versturen naar de klanten bij wie, overeenkomstig het eerste lid, een controle of risicoanalyse wordt overgedaan, waarbij minstens de volgende tekst wordt gebruikt :

«Wegens een tekortkoming vastgesteld door de overheid heeft onze firma de opdracht gekregen om een aantal controles en/of risicoanalyses over te laten doen door een ander onafhankelijk organisme. De controle en/of risicoanalyse die wij voor u hebben verricht valt hieronder. De nieuwe controle of risicoanalyse zal gebeuren op onze kosten. »

Art. 6. De minister of zijn gemachtigde bepaalt per geval een redelijke termijn waarbinnen het tussenkomend organisme gevolg moet geven aan de maatregelen genomen in uitvoering van artikelen 3, 4 en 5.

Deze termijn bedraagt ten hoogste drie maanden.

Art. 7. Lorsqu'une mesure est prise en exécution des articles 4 ou 5, l'organisme concerné établit une liste de tous contrôles et/ou analyses des risques effectués, jusqu'à un an avant la constatation du manquement, dans le domaine où le manquement a été constaté, et il met, sans délai, cette liste à la disposition du ministre ou de son délégué.

Sur cette liste, l'organisme mentionne les données relatives aux produits ou services concernés, les clients impliqués et le lieu où les prestations ont été réalisées.

Les fonctionnaires désignés en exécution de l'article 19 de la loi sélectionnent, dans cette liste, un nombre suffisant de contrôles et/ou d'analyses des risques.

Ce nombre de contrôles et/ou analyses des risques est de 30 au maximum.

S'il s'avère impossible pour l'organisme intervenant de refaire ou de faire refaire par un autre organisme indépendant le contrôle et/ou l'analyse des risques concerné, cette impossibilité doit être suffisamment motivée. Dans ce cas, le ministre ou son délégué peut sélectionner, dans la liste communiquée, un nombre suffisant d'autres contrôles et/ou analyses des risques.

Art. 8. § 1^{er}. Les mesures prises en exécution des articles 3 à 5 sont communiquées à l'organisme concerné par lettre recommandée.

§ 2. L'organisme concerné dispose de quinze jours à compter de la réception de la lettre pour faire connaître ses objections au ministre.

- ce recours est suspensif pour les mesures prises en exécution de l'article 3;

- ce recours n'est pas suspensif pour les mesures prises en exécution des articles 4 et 5.

§ 3. Les objections sont examinées par la Commission de la sécurité des consommateurs, qui rend un avis au ministre.

§ 4. Les mesures prises en exécution des articles 3 à 5 sont ensuite confirmées ou annulées par le ministre et communiquées à l'organisme intervenant par lettre recommandée.

§ 5. Les lettres recommandées visées au présent article sont considérées avoir été reçues le troisième jour suivant leur dépôt à la poste.

Art. 9. Lorsqu'une mesure est prise en exécution des articles 4 ou 5, qui concerne un organisme intervenant agissant dans le cadre d'une réglementation imposant l'accréditation ou la certification des organismes intervenants, le ministre ou son délégué informe l'institut d'accréditation ou de certification concerné des manquements constatés.

Lorsqu'une mesure est prise en exécution des articles 3, 4 ou 5, qui concerne un organisme intervenant disposant d'une accréditation ou d'une certification dans le domaine où le manquement a été constaté, le ministre ou son délégué peut informer l'institut d'accréditation ou de certification des manquements constatés.

Art. 10. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 avril 2007 chargeant de missions supplémentaires la Commission de la Sécurité des Consommateurs, est complété par un 6^o, rédigé comme suit :

« 6^o le règlement des objections à l'égard d'une décision prise, communiquées au ministre par un organisme intervenant, tel que visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 déterminant les critères de fonctionnement et les modalités de contrôle du fonctionnement des organismes intervenants. »

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2007.

Art. 12. Notre Ministre qui a la Protection de la Consommation dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Art. 7. Indien een maatregel wordt genomen in uitvoering van artikelen 4 of 5, stelt het betrokken organisme een lijst op van alle controles en/of risicoanalyses die werden uitgevoerd tot een jaar voor het vaststellen van de tekortkoming, in het domein waar de tekortkoming werd vastgesteld, en stelt het deze lijst onverwijld ter beschikking van de minister of zijn gemachtigde.

Op deze lijst vermeldt het organisme de gegevens van de betrokken producten of diensten, de betrokken klanten en de locatie waar de prestaties werden uitgevoerd.

Uit deze lijst kiezen de in uitvoering van artikel 19 van de wet aangeduide ambtenaren een voldoende aantal controles en/of risicoanalyses.

Dit aantal controles en/of risicoanalyses bedraagt maximaal 30.

Indien het onmogelijk zou zijn voor het tussenkomend organisme om de betrokken controle en/of risicoanalyse opnieuw uit te voeren of opnieuw te laten uitvoeren door een ander onafhankelijk organisme, dan dient dit afdoende te worden gemotiveerd. In dat geval kunnen de minister of zijn gemachtigde een voldoende aantal andere controles en/of risicoanalyses kiezen uit de overgemaakte lijst.

Art. 8. § 1. De maatregelen genomen in uitvoering van de artikelen 3 tot en met 5 worden aan het betrokken organisme meegedeeld bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. Het betrokken organisme beschikt over vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de brief om zijn bezwaren kenbaar te maken bij de minister :

- dit beroep is schorsend voor maatregelen genomen in uitvoering van artikel 3;

- dit beroep is niet schorsend voor maatregelen genomen in uitvoering van artikelen 4 en 5.

§ 3. De bezwaren worden onderzocht door de Commissie voor de veiligheid van de consumenten, die advies verstrekt aan de minister.

§ 4. De maatregelen genomen in uitvoering van de artikelen 3 tot en met 5, worden vervolgens door de minister bevestigd of vernietigd en bij een ter post aangetekende brief aan het tussenkomend organisme bezorgd.

§ 5. De bij dit artikel bedoelde aangetekende brieven worden geacht ontvangen te zijn de derde werkdag na de afgifte van de brief ter post.

Art. 9. Indien een maatregel wordt genomen in uitvoering van artikelen 4 of 5, die betrekking heeft op een tussenkomend organisme dat optreedt in het kader van een reglementering die accreditatie of certificatie voor tussenkomende organismen verplicht stelt, dan informeert de minister of zijn gemachtigde de betrokken accreditatie- of certificatieinstelling over de vastgestelde tekortkomingen.

Indien een maatregel wordt genomen in uitvoering van artikelen 3, 4 of 5, die betrekking heeft op een tussenkomend organisme dat beschikt over een accreditatie of certificatie in het domein waarin een tekortkoming werd vastgesteld, dan kan de minister of zijn gemachtigde de betrokken accreditatie- of certificatieinstelling informeren over de vastgestelde tekortkomingen.

Art. 10. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot toekenning van bijkomende opdrachten aan de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten, wordt aangevuld met een 6^o, luidend als volgt :

« 6^o het behandelen van de bezwaren tegen een genomen maatregel, die door een tussenkomend organisme werden kenbaar gemaakt aan de minister, zoals bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 ter bepaling van de werkingscriteria en de modaliteiten van de controle op de werking van tussenkomende organismen. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2007.

Art. 12. Onze Minister bevoegd voor Consumentenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE